

# Changements aux arrangements familiaux d'insertion sous la précarisation du travail et le chômage <sup>1</sup>

Lilia T. Montali \*

**Mots-clés:** Restructuration productive. Précarisation du travail. Réarrangements familiaux d'insertion. Appauvrissement.

## Introduction

Cet article a comme but de discuter deux thèmes à partir des familles – d'une part, d'analyser comment la précarisation du travail et le chômage affectent de manière distincte les membres des familles, en considérant les rapports hiérarchiques et de genre, ainsi qu'ils conditionnent les réarrangements d'insertion au marché et les recours pour le maintien de la famille; d'autre part, d'analyser les manières comment la précarisation du travail et le chômage fragilisent les nouveaux arrangements familiaux d'insertion au marché du travail articulés pour garantir la survivance.

Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, surtout à partir du processus de restructuration productive, des transformations de l'économie se sont accentuées. Celles-ci, associées au bas rythme de croissance de l'économie, changent le modèle d'incorporation de la force du travail à la Région Métropolitaine de São Paulo - principal centre industriel et financier du Brésil. Il arrive la réduction des postes de travail, l'augmentation du chômage, et il commence à exister des plus grandes restrictions pour l'absorption aux travaux salariés réglementés. Il reste comme des alternatives l'emploi salariat pas réglé, temporaire la plupart des cas, et les insertions comme autonome, stimulés aussi bien par la sous-traitance des services par les entreprises, que par une initiative personnelle. Il en résulte qu'il y a une chute de qualité de l'insertion au marché de travail et une perte de la protection offerte par les droits de travail. Pour les travailleurs et leur famille, la principale conséquence de la précarisation des liens précaires de travail et de l'instabilité de l'emploi c'est la chute du revenu provenant du travail et du revenu familial per capita enregistrée par les statistiques officielles.

---

<sup>1</sup> Travail présenté au XXV International Conference-IUSSP, Session 165. "Labor market changes and their demographic correlates". Tours, France., de 18 à 23.juillet 2005. On y présente les résultats du projet Famille-Travail, Conditions de Vie et Politiques Sociales, développé auprès du Núcleo de Estudos de Políticas Públicas (NEPP) de la Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP) avec l'appui du CNPq – Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico.

\* Chercheuse au Núcleo de Estudos de Políticas Públicas (NEPP) de la Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP).

Les effets de la restructuration productive et du nouveau modèle de l'incorporation de la force de travail sur les familles sont identifiés de deux manières par cette recherche-ci. On a constaté aux années 90 un progressif mouvement d'altération aux arrangements d'insertion des membres de la famille au marché du travail, surtout un plus grand partage entre eux en ce qui concernait la responsabilité par l'entretien de la famille et en présentant des spécificités aux différents arrangements familiaux, aussi bien qu'aux différents moments du cycle de vie familiale. On a encore constaté que malgré les réarrangements familiaux d'insertion – ceux-ci compris comme la mobilisation des familles dans le sens d'organiser des stratégies pour affronter le chômage et la précarisation du travail – on n'a pas réussi à maintenir les revenus familiaux aux mêmes niveaux antérieurs.

Les principales tendances remarquées qui indiquent l'occurrence des réarrangements familiaux d'insertion sont: la chute des taux de participation et d'occupation des chefs masculins et des enfants, qui étaient les principaux mainteneurs des familles aux années 80, et en même temps on y pourrait vérifier la croissance de ces taux-là pour les femmes et surtout pour les femmes mariées (Tableau 1). Ces deux tendances, liées aux changements du modèle d'absorption de la force du travail par le marché, sont, par d'autre côté, aussi possibilités par le processus de changement du rôle de la femme à la société, qui s'est accentuée à partir des années 90.

L'analyse de la précarisation du travail et du chômage à partir de la famille met en relief que la réduction des places de travail salarié a affecté les membres de la famille qui obtenaient des meilleures rémunérations au marché, ou bien, les hommes chefs de famille et les fils et filles jeunes, plus âgées de 18 ans. Ceux-ci étaient, la plupart, salariés réglés au début de la décennie 90. En considérant que les conjointes et les chefs féminins occupées étaient caractérisées par une moins grande proportion par rapport au salariat – seulement à peu près la moitié d'elles étaient salariées réglées en 1990 – celles-ci ont souffert de manière distincte les impacts de la précarisation du travail et du chômage.

Ainsi, même si l'on établit les réarrangements d'insertion comme une réponse à l'augmentation du chômage, les nouvelles possibilités offertes par le marché pour l'insertion des membres des familles s'ajoutent dans le sens de chute du revenu familial et, donc, d'appauvrissement des noyaux domestiques.

La plupart des réarrangements analysés démontrent que les conjointes passent à assumer, pendant les années 90, une plus grande part à la composition du revenu familial. Leur participation à la composition du revenu familial présente une croissance surtout dans

quelques types de famille (couples sans enfants résidants, couples de jusqu'à 34 ans avec des enfants résidants et couples de 35 à 49 ans avec des enfants) dans lesquelles on a, en volume, le deuxième plus grand revenu. Pourtant, on doit mettre en relief que leur contribution reste encore beaucoup moins grande que celle du chef masculin parce que, malgré leur plus grande insertion au marché du travail, les conjointes y arrivent marquées par les attributions de la division sexuelle du travail dans la famille. A cause de cela, elles acceptent les liens précaires de travail et des journées moins longues que celles des autres membres adultes de la famille (Montali et Lopes, 2003). Cependant, en sélectionnant des familles où les conjointes sont occupées, leur part dans la composition du revenu familial est plus grande et, à partir de 1995, en considérant la moyenne des familles où les conjointes sont occupées, le revenu géré par celles-ci dépasse un tiers du revenu familial.

On a constaté que la participation des conjointes occupées et des chefs féminines occupées joue un rôle important à la composition du revenu familial parce que, quand on les compare aux familles où elles ne sont pas occupées, le revenu familial per capita augmente (Montali, 2005).

En considérant la continuité des processus de détérioration du marché du travail, le présent article se propose à analyser, jusqu'à 2003, les manières par lesquelles la précarisation du travail et le chômage rendent plus fragiles les réarrangements familiaux d'insertion articulés par les familles de la RMSP pour garantir la survivance<sup>2</sup>.

## **Le contexte de la précarisation du travail et des conditions sociales à la Région Métropolitaine de São Paulo**

L'analyse des changements arrivés au marché de travail de la Région Métropolitaine de São Paulo (RMSP) aux années 90 offre des éléments pour faire comprendre comment se rapportent la récente structuration du marché du travail identifiée comme la présence simultanée et combinée du chômage ouvert en pleine échelle, de la réduction des postes de travail salariés, aussi bien que la génération de postes de travail précaires (Pochmann, 2001) - et la précarisation des conditions sociales à la région.

---

<sup>2</sup> Cet article apporte de nouveaux renseignements et rend actuel des analyses et données de l'article Montali, L. Rearranjos Familiares de Inserção, Precarização do Trabalho e Empobrecimento. *Revista Brasileira de Estudos Populacionais*. Junho-dezembro de 2004. La base des données utilisée pour les analyses c'est la série temporelle - pour la période comprise entre 1985 et 2003 - de la Pesquisa de Emprego e Desemprego (PED), réalisée par la Fondation SEADE et DIEESE. Il s'agit d'une recherche sur l'emploi et le chômage réalisée mensuellement dans cette région métropolitaine.

D'une part, les taux élevés du chômage aussi bien que la flexibilisation des contrats de travail et, d'autre part, la croissance des indicateurs de la violence urbaine à RMSP mettent en relief des faces du même processus qui accentuent l'inégalité sociale et gère l'exclusion d'une partie des individus en compétition au marché du travail. Elles révèlent, aussi, l'absence de politiques sociales capables de les atténuer. Le concept de précarisation sociale, ici pris comme référence théorique, comprend l'ensemble de processus associés à la flexibilisation productive et aux changements institutionnels qui la favorisent - surtout les transformations des systèmes législatifs relatifs au travail et à la protection sociale – en institutionnalisant l'instabilité (Appay, 1997)<sup>3</sup>. Ce concept, élaboré par un groupe de chercheurs de l'Institut de Recherche sur les Sociétés Contemporaines (Iresco), a comme but de dépasser la dichotomie des études qui sont inclinées à traiter les systèmes d'interprétation spécifiques, étant l'analyse de la précarisation économique résultante de la restructuration productive et l'analyse de ses conséquences sociales, mises en relief par la précarisation de protection sociale. Quoique cet article ne prétende pas tenir compte des diverses dimensions établies par le concept de précarisation sociale, on les prend comme référence dans les analyses sur les changements dans le marché du travail et leurs implications en ce qui concerne le rapport famille-travail dans la Région Métropolitaine de São Paulo à partir des années 90.

Le marché du travail dans la Région Métropolitaine de São Paulo a subi des transformations importantes dans les décennies 80 et 90, associées à un ensemble de facteurs. D'une part, il y a eu la réduction de l'expansion de l'emploi, comme conséquence des bas indices de croissance de l'économie dans ces décennies-là et des oscillations entre les moments de récession et d'expansion. D'autre part, il y a eu une réduction des postes de travail et une altération au modèle d'absorption de la force de travail, provoquée par le processus de restructuration productive, associée à l'ouverture du pays au commerce international, qui s'est installé dans la région avec plus d'intensité à la décennie 90.

Il est encore arrivé d'autres processus qui ont provoqué la déconcentration industrielle et le développement des activités du tertiaire, en modifiant le profil de l'emploi. L'emploi industriel dans la Région Métropolitaine de São Paulo est tombé progressivement à partir de 1989 (cette année-ci prise comme référence pour l'analyse des effets d'intensification de la restructuration

---

<sup>3</sup> “En résumé, le concept de précarisation sociale est ici construit à partir de la mise en perspective d'un double processus: l'un de précarisation économique qui résulte de la précarisation salariale et celle des structures productives: l'autre, d'institutionnalisation de l'instabilité surtout à travers les transformations des systèmes législatifs afférents au travail et à la protection sociale. La précarisation sociale rend compte de deux tendances qui évoluent dans le même sens au lieu d'être contradictoires si l'on suivait l'hypothèse démocratique sur le rôle de l'Etat social compensateur des inégalités produites dans le système économique” (Appay, 1997, p.520)

productive): du niveau de 33% de la force du travail occupée, caractéristique de la deuxième moitié des années 80, à 25% en 1995 et vers 20% aux années de la fin de la décennie à partir de 1998, jusqu'à 2003. D'autre part, l'emploi au tertiaire et les activités commerciales et les services, qui passent du palier de 56% des postes de travail, enregistrés à la deuxième moitié de la décennie de 1980, à 65% en 1995 et près de 69% de ceux-là à la période 1998 à 2003.

Des études démontrent que quand l'emploi assalarié réglé qui prédominait à l'industrie a été perdu, la plupart des cas étant remplacé par des occupations autonomes ou temporelles, elles sont caractérisées par l'une de plus grande instabilité et presque toujours en dehors de l'industrie (Cardoso, Comin et Guimarães, 2001). De ces changements, provoqués par la restructuration productive et organisationnelle, résultent la précarisation des contrats et la perte de la protection offerte par la législation du travail et parfois même la réduction d'accès à la Sécurité Sociale.

La flexibilisation de la production accompagnée de la sous-traitance de la production et des services créent à leur tour, des secteurs informels modernes; elles stimulent ainsi le surgissement de petites entreprises et l'établissement d'un réseau de producteurs et de personnes qui offrent des services organisés sous des rapports de travail le plus souvent précaires, qui a plusieurs fois le travail à domicile au bout de l'échelle productive (Dedecca et Baltar, 1997; Pochmann, 2001; Araújo et Amorim, 2002; Baltar, 2003).

Quelques tendances enregistrées par PED (Pesquisa de Emprego e Desemprego de la Fondation SEADE/DIEESE) mettent en relief le processus de précarisation du travail arrivé à la Région Métropolitaine de São Paulo. Le travail salarié tombe de 63%, en 1989, à un peu moins de 50 % en 2000; les propositions d'assalariés pas réglés augmentent, en passant de 9% en 1989 à 14% en 2000. Aussi bien que les travailleurs autonomes qui étaient à peu près 16% en 1989 et passent à être un peu moins de 21% en 2000; l'emploi domestique passe de à peu près 5% à 9%. Un profil semblable est présenté à l'année 2003.

La restructuration productive a impliqué, concomitamment, à des altérations aux caractéristiques et au palier de chômage na RMSP. Pendant la décennie de 1990, le chômage a affecté plus les activités industrielles et les niveaux de chômage ont été plus élevés que ceux observés à la deuxième moitié des années 80. Entre 1992 et 1996, les taux de chômage enregistrés par PED, sauf ceux de l'année de 1995, ont oscillé autour de 15 % de la population économiquement active. A partir de mai 1997, le chômage dans la région augmente énormément et l'on définit un nouveau palier, en n'étant plus capable de revenir aux niveaux précédents: les taux annuels de chômage arrivent à 18,2% en 1998 et à 19,3% en 1999, en

descendant en 2000 à 17,6%, dans une courte période de récupération de la croissance économique. Le chômage a affecté à tous, en considérant la position dans la famille. Aux années 2002 et 2003, le taux de chômage a abouti aux niveaux les plus élevés, en touchant à peu près 20% de la population économiquement active (19% en 2002 et 19,9% en 2003, voir le Graphique 8 ci-joint.).

Comme une conséquence de la réduction des postes de travail et de la précarisation, on observe aux années 90, la chute du revenu originaire du travail et du revenu familial per capita à la Région Métropolitaine de São Paulo. Entre 1989 et 2000, on vérifie une grande perte du pouvoir d'achat des familles métropolitaines, une chute réelle de 18% au revenu familial per capita (Montali, 2003b). Pendant les années 2000, il y a une continuité de la chute et on remarque entre les années 2000 et 2003 une réduction au revenu moyen familial per capita d'ordre de 19,6%.

Parmi les principales tendances observées au marché du travail de la RMSP aux années 90, qui ont provoqué des changements au modèle d'incorporation d'une famille dans la force du travail, on doit ajouter que le processus de restructuration productive et la baisse croissance de l'économie surtout à la deuxième moitié de la décennie, ont enregistré une réduction plus grande par rapport aux postes de travail masculins, ou bien, ils ont affecté de manière distincte l'absorption des hommes et des femmes.

A partir de la fin de la décennie 80, et surtout aux années 90, on remarque des tendances de chute de la participation des hommes et une accentuée chute par rapport à leurs taux d'occupation, en même temps qui s'élève le taux de participation féminine – ou bien, il y a une croissance de la proportion de femmes qui se disposent à travailler – et leurs taux d'occupation sont maintenus, en oscillant à un palier de 41% des femmes en âge actif. Il y a une continuité de cette tendance-là pendant la seconde moitié de la décennie, malgré la réduction des possibilités d'absorption par le marché du travail pour les deux sexes et d'une accentuation du chômage à partir de 1997 (Montali, 2003b; Montali et Lopes, 2003).

Par rapport aux altérations au modèle d'incorporation de la force du travail à la Région Métropolitaine de São Paulo à la décennie 90 qui affectent les arrangements familiaux d'insertion, une autre tendance importante c'est le croissant chômage des jeunes, provoqué par de plus grandes restrictions au travail trouvées par ceux-ci (Pochmann, 1998). Des études récentes mettent en relief que les taux de chômage ont augmenté pour des jeunes des deux sexes, cependant, les plus touchés ont été ceux du sexe masculin, en perdant leurs postes de travail de meilleure qualité pour les travailleurs adultes (Lourenço, 2002).

La perte des postes de travail par les chefs de famille du sexe masculin et par les jeunes, ainsi bien que la croissante disponibilité des femmes pour le travail, démontrée par les taux de participation, ont possibilité les réarrangements à l'insertion des membres de la famille au marché du travail.

### **Précarisation chez les familles**

Nos analyses sur les réarrangements familiaux d'insertion au marché du travail ont comme supposé que la différenciation interne à la famille, ayant comme base les rôles familiaux et les rapports de genre, préside les choix individuels et les opportunités offertes par le marché du travail. La disponibilité des membres de la famille pour le marché du travail est affectée par les rapports d'hierarchie, des rapports de genre et des attributions qui tissent les rapports familiaux et qui définissent les possibilités d'insertion aux activités rémunérées. De cette manière, il n'arrive pas de remplacement naturel d'un membre de la famille par un autre aux attributions d'entretien du groupe domestique, car les possibilités d'insertion, qualification et rémunération sont diverses.

Les taux de participation des membres adultes de la famille expriment, avec beaucoup de clarté, la division sexuelle du travail définie à partir des attributions des genres qui, sous la conception traditionnelle de famille, destinent l'homme au travail et la femme à la famille. Cela malgré les nouvelles tendances du marché du travail, déjà mises en relief dans ce texte-ci, et des croissants taux de participation présentés par les femmes, surtout par celles des familles qui ont comme noyau le couple (les conjoints). Les limitations que les représentations sociales des attributions féminines imposent à l'insertion des conjointes et mères en activités rémunérées deviennent plus évidentes aux taux d'occupation les plus bas présentés par elles, quand comparés à ceux d'autres femmes en positions familiales différentes, telles que les filles adultes et femmes-chefs de famille, et aussi quand elles sont comparées aux taux d'occupation des maris et des enfants adultes. Pourtant, cela s'accroît à la décennie 90, quand il y a la croissance de la participation des femmes mariées en activités du marché de manière plus intense en quelques types de famille, comme on verra bientôt. Le taux de participation des conjointes, qui était de l'ordre de 37% en 1985, il arrive à plus au moins 39% en 1990, pour 51,7% en 1999 et en 2000 (Montali et Lopes, 2003). En 2003, le taux de participation des conjointes est de 55%.

**Tableau 1**

Taux de participation, occupation et chômage selon position dans la famille et sexe  
Région Métropolitaine de São Paulo  
1990, 2000, 2003

Position dans la famille et sexe	1990			2000			2003		
	Taux			Taux			Taux		
	Participation	Occupation	Chômage	Participation	Occupation	Chômage	Participation	Occupation	Chômage
Chef	79,8	75,6	5,3	78,1	70,0	10,3	77,2	67,7	12,3
Chef masculin	84,9	80,6	10,5	83,7	75,5	16,1	82,9	73,3	17,4
Chef féminin	55,8	51,6	13,1	59,7	52,2	20,9	60,3	51,3	24,0
Conjointe	38,8	38,8	10,1	51,7	41,7	19,3	55,4	44,2	20,3
Enfants	54,6	45,3	17,0	54,0	39,3	27,3	55,2	38,6	30,0
Enfants plus âgés de 18 ans masculins	87,3	87,3	13,4	86,5	67,5	21,9	85,7	64,8	24,4
Enfants plus âgés de 18 ans féminins	80,6	80,6	11,9	81,5	62,4	23,3	83,7	60,7	27,5
Enfants moins âgés de 18 ans masculins	34,7	34,7	25,7	23,6	13,6	42,6	21,8	11,6	46,7
Enfants moins âgés de 18 ans féminins	22,3	22,3	31,9	19,6	9,3	52,4	18,5	8,2	55,6
Total (1)	59,4	59,4	10,4	62,2	51,1	17,8	63,2	50,6	20,0

Fonte: SEADE-DIEESE-Pesquisa de Emprego e Desemprego (PED)

Elaboration: Montali, Lilia. NEPP/UNICAMP

(1) Le total inclut parents et non parents et d'autres.

La tendance à la réduction du poids du chef parmi les occupés de la famille et de la croissance de l'importance des autres membres familiaux était déjà mise en relief par des études sur les années 80 (Jatobá, 1990). Mais, à partir de 1990, il a été possible de trouver l'établissement d'un autre modèle familial d'insertion au marché du travail (Montali, 1998). Si au début de la crise de la décennie de 1980 les chefs de famille représentaient à peu près 45% des occupés de la famille à la Région Métropolitaine de São Paulo et les enfants 32%, avec l'augmentation de la crise, en 1983, la participation de ceux-là tombe et s'élève celle des enfants à 36,4% (Montali, 1995). Ce modèle d'insertion des membres de la famille au marché du travail, cependant, s'est modifié au cours des années 90, surtout à partir de 1992. Ce modèle qui ébauche et s'accroît au cours des années 90 et 2000 est caractérisé par la participation des chefs de famille (masculins et féminins) autour de moins de la moitié des occupés de la famille, par la chute progressive, surtout à partir de 1992, de la participation des enfants et par la croissance de la participation de la conjointe parmi les occupés de la famille.

De cette manière, on peut observer à partir de 1991 jusqu'à 2000, un modèle d'insertion des membres de la famille dans laquelle la participation du chef (masculin et féminin) reste autour de 48% des occupés; la participation de la conjointe augmente de 18% à 20 % des occupés, celle des enfants tombe de 26% à 24 ou 25% et celle des parentes et non-parentes varie autour des 6% des occupés. Aux années 2002 et 2003, la participation de la conjointe parmi les occupés aboutit à 21% concomitant à la petite chute par les autres membres (Graphic 1). Ce modèle récent est très différent de la composition des occupés de la famille en 1981, quand le chef représentait 45,3% des occupés, la conjointe 13,5% et les enfants, 31,8% (Montali, 1995). On ne doit pas oublier que pendant les deux décennies mentionnées s'altéraient



les arrangements familiaux résidants à la Région Métropolitaine de São Paulo, surtout l'augmentation à la proportion des noyaux domiciliaires chefiés par la femme et la réduction du nombre des enfants, qui interfèrent aussi au modèle d'insertion des membres de la famille au marché du travail. Cette question-ci a été traitée de manière plus détaillée dans un article précédant. (Montali, 2003a).

Les arrangements et réarrangements d'insertion des membres de la famille au marché du travail sont définis de manière articulée, par la dynamique des rapports familiaux et des rapports du genre. La composition familiale prédominante de l'étape du cycle de vie familiale influence aussi aux arrangements articulés par de différents types de famille. L'analyse d'une période plus longue a permis de se rendre compte que, dans quelques types de famille, la composition familiale change aussi bien que les arrangements d'insertion.

Les résultats de l'étude suggèrent qu'il est arrivé un réarrangement d'insertion au marché du travail parmi les différents membres de la famille, fortement liés au croissant chômage et aux nouvelles caractéristiques des chômeurs. La mobilisation des membres de la famille pour le marché du travail dans cette période de chômage très élevé – qui s'accroît à partir de 1992 et se maintient jusqu'à présent – c'est bien différente de celle observée pendant la conjoncture de récession de 1981 à 1983 (Montali, 1995). Sans ignorer les altérations par rapport aux caractéristiques de la composition familiale, la petite réduction de sa taille et la plus importante réduction à la proportion des enfants moins âgés de 10 ans, on considère que le changement de modèle d'absorption de la force du travail arrivée à la décennie 90, par rapport aux premières années de la décennie 80, joue un rôle prépondérant aux changements vérifiés aux arrangements familiaux d'insertion au marché.

Même si l'on prend compte de l'important changement du rôle de la femme dans la société, l'hypothèse ici prise c'est que la nouvelle tendance dans l'articulation des arrangements familiaux d'insertion au marché, en même temps où elle est viabilisée par ce changement, exprime plus fortement l'altération au modèle d'absorption de la force de travail indiqué avant. Cette altération a réduit les postes de travail surtout pour des occupations surtout masculines et elle a promu le croissant chômage de ceux qui étaient les principaux mainteneurs des familles (chefs masculins et fils/filles plus âgés de 18 ans). Il fait partie du tableau-là, à partir de 1992, les difficultés d'absorption des jeunes par le marché du travail de la Région Métropolitaine de São Paulo.

Devant le chômage de quelques membres de la famille et de la difficulté à augmenter le nombre de personnes occupées aux unités familiales, le changement le plus fréquent, vérifié en

presque tous les types de famille, c'est l'augmentation de la participation de la conjointe et de la femme-chef de famille, parmi les occupés, surtout aux années 90 (Graphique 1). Au cas des familles à l'étape finale du cycle de vie familiale (caractérisées par les couples âgés de plus de 50 ans) avec la présence des enfants, le changement se manifeste par l'augmentation de la participation du chef et de la conjointe parmi les occupés, en même temps qui augmente le chômage des enfants adultes.

Les réarrangements familiaux d'insertion observés à partir de 1991 indiquent un plus grand partage de la responsabilité de l'entretien de la famille et un relatif déplacement de cette responsabilité-là des principaux mainteneurs identifiés pour chaque type de famille en recherche antérieure (Montali, 1995) à d'autres membres de la famille. La présente analyse, qui inclut la deuxième moitié de la décennie 80 et toutes les années de la décennie 90 - donc, des périodes de récession et d'expansion - a confirmé les particularités des arrangements familiaux d'insertion articulés sous un nouveau modèle d'incorporation de la force de travail qui a ébauché à partir des processus qui participent de la restructuration productive, déclenchée avec une plus grande intensité à partir du début des années 90.

L'analyse des arrangements familiaux d'insertion, ayant comme référence le type de famille, a possibilité de vérifier, sur le groupe domestique, quelques effets des changements des possibilités d'emploi offertes par le marché de travail aux années 90. Dans cette analyse, on doit tenir compte que les diverses étapes du cycle de vie familial - ici associées à la typologie des arrangements familiaux adoptée - caractérisent des arrangements particuliers, et que ceux-ci ont présenté quelques tendances spécifiques (Montali, 2003a) en affectant les possibilités d'arrangements d'insertion au marché.

L'analyse des taux familiaux de participation, occupation, chômage et inactivité à la décennie 1990 démontre que de 1990 à 1994 - période initiale de la restructuration productive de la Région Métropolitaine de São Paulo - malgré l'augmentation de la disponibilité pour le marché du travail des membres familiaux indiquée par le croissant taux de participation chez tous les types de famille, sans y avoir une expansion de l'absorption de ces contingents par le marché du travail. Aux années 1995 et 1996, de récupération de l'économie sous la vigence du Plan Real le taux d'occupation s'est élevé à la première année, avec une chute à la deuxième année. Ce fait, accompagné d'une élévation de la taxe de participation, a résulté à l'augmentation du taux du chômage.

A la fin de la dernière décennie, on remarque une aggravation de cette situation-là. Parmi 1997 et 1999 il y a eu l'augmentation du taux de participation et encore la chute du taux

d'occupation pour le total du PIA et pour chacun des arrangements familiaux recherchés, en résultant en taux de chômage croissants, en des paliers avant inconnus dans cette région métropolitaine (Montali, 2000a). À l'année 2000, il y a une nouvelle période de récupération de l'économie en contribuant à une petite élévation du taux d'occupation, associée à l'élévation du taux de participation, maintient élevée le taux du chômage, qui est, cependant, moins grand que celui de 1999. Aux années 2002 et 2003, le taux d'occupation revient à présenter une tendance décroissante. Ce fait, associé aux plus élevés taux de participation déjà essayés dans cette Région Métropolitaine, s'exprimant à la mobilisation à la recherche de travail motivé par la constante chute au revenu familial, ont résulté aux plus élevés taux annuels de chômage analysés à la série de la PED depuis 1985.

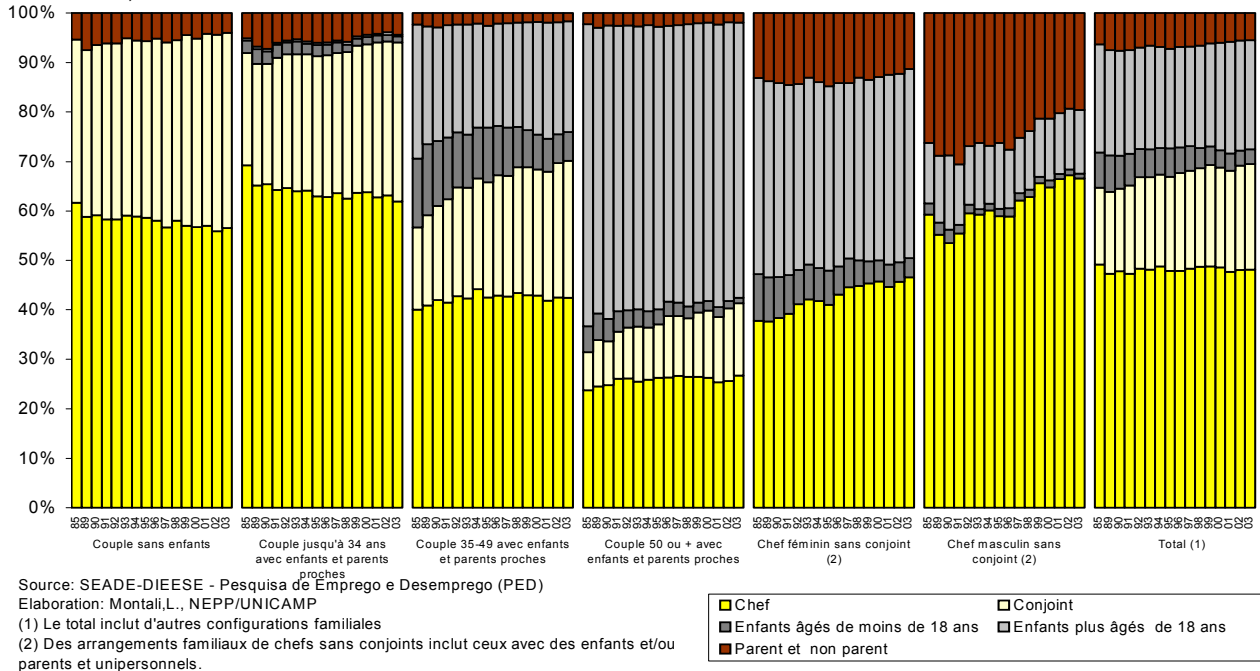
La distribution des occupés aux différents types d'arrangement familial c'est l'un des indicateurs adoptés pour accompagner les arrangements d'insertion au marché du travail. En utilisant cet indicateur et en considérant seulement les principales tendances, on vérifie, en ce qui concerne l'arrangement familial des "couples sans enfants", l'augmentation des femmes parmi les occupés et la réduction des hommes-chefs de famille parmi ceux-là. Aux arrangements de "couples jusqu'à 34 ans avec des enfants" - qui caractérisent l'étape constitution de la famille et dans laquelle il arrive la plupart des naissances - on vérifie l'augmentation de la proportion des conjoints parmi les occupés, la relative réduction de la proportion de chefs parmi eux et la diminution de la participation des autres parents et des enfants (Graphique 1).

Aux arrangements familiaux de "couples de 35-49 ans avec des enfants", les tendances sont la chute de la proportion d'enfants occupés, avec une chute plus grande parmi les moins âgés de 18 ans, en opposition à l'augmentation de la proportion de conjoints et une petite élévation à la proportion de chefs parmi les occupés à partir de 1991. Entre 1990 et 2000 les conjointes passent de 19% des occupés à 25,5 % en 2000; elles continuent à augmenter leur participation parmi les occupés en arrivant en 2003 cette année-là à une position de 27,7%. Les chefs oscillent environ au 43% des occupés entre les années 1992 et 2000, en descendant à peu près à 42% les années suivantes. Les enfants présentaient, aux années 80, une importante participation parmi les occupés dans cet arrangement familial, environ 41%, plus élevée que celle de leurs chefs, comme l'on peut vérifier au début de cette série, en ce qui concerne les années 1985 et 1986 (Graphique 1) et encore dans l'étude mentionnée ci-dessous sur les années 1981-1983 (Montali, 1995). Aux dernières années de la décennie de 1990, les enfants représentaient moins de 30% des occupés, en reflétant les plus grandes restrictions du marché

pour l'absorption des travailleurs jeunes. C'était une situation qui s'est accentuée et à la fin de l'année 2003, ils étaient 28% des occupés de la famille.

**Graphique 1**

Distribution des occupés selon position de la famille par typologie  
Région Métropolitaine de São Paulo  
1985,1989-2003



Parmi les arrangements familiaux “couples de 50 ans et plus avec des enfants” la proportion d’enfants parmi les occupés s’est réduite tandis qu’ en 1985-1986 elle était même supérieure à 66%. Cependant, même en chute, ceux-ci sont encore à peu près 60% des occupés dans ces arrangements en 1993 et près de 58% en 2000, en descendant à 57% jusqu’à 2003. Les chefs se sont maintenus en proportions presque constantes jusqu’à 1990, à peu près 24% des occupés, en changeant de palier, un peu plus élevé durant la décennie, une fois qu’ ils représentaient 26% des occupés en 2000; ils se maintiennent autour de ce chiffre jusqu’à 2003. Par rapport aux conjointes, celles-ci ont presque doublé leur participation entre 1985 et 2000, de 8% à 13% et elles deviennent 15% des occupés aux années 2002 et 2003 (Graphique 1).

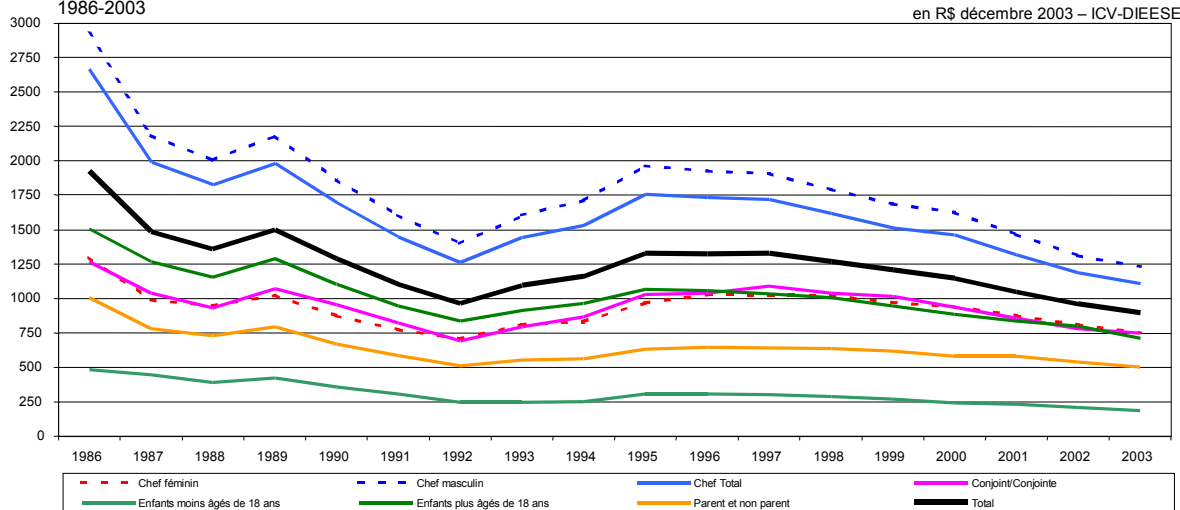
Aux arrangements familiaux “noyaux par le chef féminin sans conjoint”- qui incluent tantôt ceux avec des enfants et/ou parents comme les unipersonnels – on vérifie la croissance des chefs féminins entre les occupés de la famille, concomitamment à la chute de la participation des enfants, surtout des enfants moins âgés de 18 ans. Aux arrangements

familiaux “noyaux par les chefs masculins sans la présence de la conjointe”- qui, de la même manière incluent aussitôt ceux avec des enfants et / ou parents que les unipersonnels – il y a une augmentation des chefs parmi les occupés et une chute de la participation des enfants et parents parmi ceux-ci.

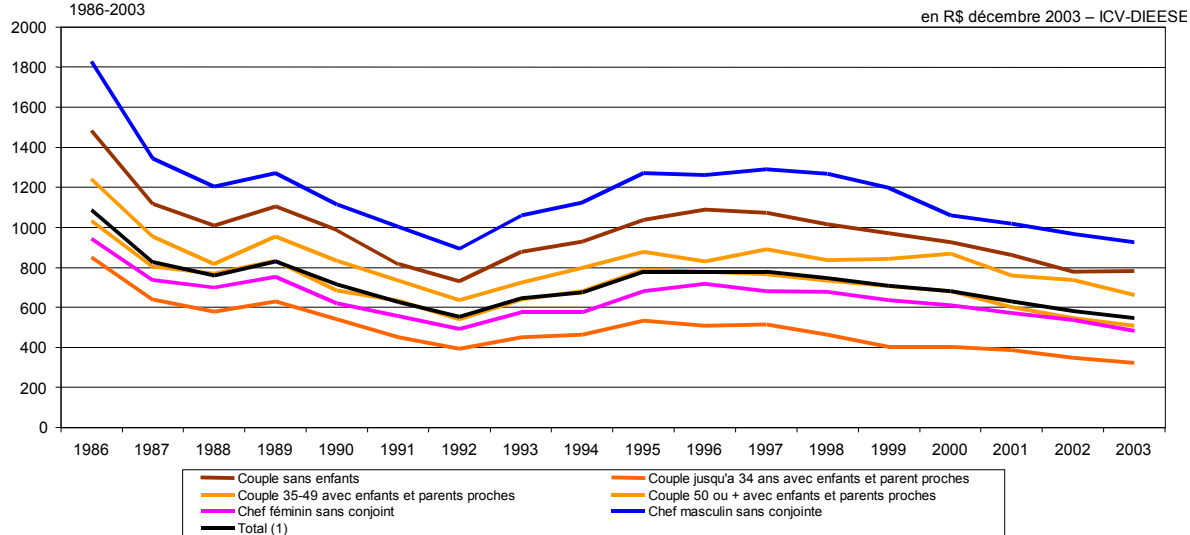
Le taux spécifique de la génération du revenu est pris comme un autre indicateur des rearrangements familiaux d’insertion au marché du travail et de la responsabilité par la maintenance de la famille. Ce taux exprime la proportion des personnes qui apportent un revenu de n’importe quelle source pour le groupe familial, en considérant leur position dans la famille. Quoique le taux spécifique de génération de revenu descende aux années de plus grand chômage au début de la décennie de 1990 (1991, 1992, 1994), à partir de 1995 il devient croissant, en démontrant une importante participation des divers membres à l’apport de revenu pour le noyau domestique. Ainsi, à la dernière moitié de la décennie, on a contribué au noyau domestique avec un revenu à peu près de 76% des chefs, environ 42% des conjointes et 33% du total d’enfants – se détachant le taux d’enfants âgés de plus de 18 ans, près de 55%. Par rapport aux chefs (masculins et féminins) et de leurs conjoints, il augmente pendant les années 90, et surtout à partir de 1995, la proportion de ceux qui apportent le revenu de n’importe quelle nature au noyau domestique. Cette tendance devient plus évidente à la comparaison de leurs taux de génération de revenu de l’année 1985, début de la série, comme ceux de l’année 2000 (chefs: 71% en 1985 et 76% en 2000; conjoints: 31% en 1985 et 42% en 2000) . En ce qui concerne les enfants, bien au contraire, la tendance c’est de chute aux taux de génération de revenu pendant cette période-là. Ayant comme exemple les enfants plus âgés de 18 ans, on vérifie que, en 1985, environ 66% d’eux contribuaient au revenu familial, une proportion qui est tombée à 55% en 2000.

Cependant, quoique dans l’ensemble des membres familiaux il augmente la proportion de ceux qui apportent des revenus au noyau domestique – 49% en 1985, 51,4% en 1989 en oscillant près de 52% parmi 1995 et 2003 – la chute de revenu familial a été accentuée pendant cette période-là, surtout à partir de 1996. Même avec l’augmentation du revenu des autres sources du travail – qui tombe pendant cette période-là – il n’a pas été possible d’éviter la chute du revenu familial per capita pour tous les types de famille (voir Graphiques 2 et 3). La chute du revenu familial per capita c’est la conséquence de la réduction des revenus moyens individuels des membres familiaux, qui reflète la perte d’occupations de la meilleure qualité, l’instabilité d’emploi et l’augmentation du chômage.

**Graphique 2**  
 Revenu moyen par position dans la famille (toutes les sources)  
 Région Métropolitaine de São Paulo  
 1986-2003



**Graphique 3**  
 Distribution de familles par revenu familial per capita moyenne selon typologie de famille (toutes les sources)  
 Région Métropolitaine de São Paulo  
 1986-2003



L'analyse de la participation des membres de la famille à la composition du revenu familial pour chaque type d'arrangement évidence les changements arrivés à la division du travail à la famille pendant les 18 dernières années sous analyse (Graphique 4). Cet indicatif est utilisé pour accompagner les changements par rapport à la responsabilité du mainteneur de la famille. Une tendance fréquente à tous les types d'arrangements noyaux par le couple c'est l'augmentation de la participation de la conjointe au revenu familial. Les conjointes, qui participent de manière croissante aux activités dans le marché du travail, augmentent à cette période-là, leur participation relative au revenu de la famille, tandis que la participation des chefs masculins, aussi bien que celle de leurs enfants, présente une tendance de réduction à la même période, en large échelle expliquée, par un indice élevé de chômage et la desvalorisation des salaires.

On ne peut pas laisser de mentionner que, pour la moyenne des conjointes, leurs revenus individuels, qui représentaient, en 1985, 10% du total de revenu familial, passent à représenter autour de 15% en 1995, 16,5% en 1999 et 17,3% en 2003, avec des différenciations à l'évolution de la participation par type d'arrangement familial (Graphique 4). Cependant, en sélectionnant les familles où les conjointes sont occupées, on vérifie que celles-ci ont contribué, en 1985, avec à peu près 29% du total du revenu familial et les chefs masculins, avec 61%; en 2000, les conjointes qui travaillent contribuent à environ 35% et les chefs masculins, environ 56% . En 2003, quand 44,6% de celles-là travaillent, elles sont responsables de 36% du revenu familial et les chefs masculins de 54%.

En reprenant les renseignements pour l'ensemble des arrangements familiaux noyaux par le couple, c'est possible d'identifier les spécificités à l'évolution de la participation de leurs membres, surtout aux conjointes, à la composition du revenu familial selon les diverses étapes du cycle de la vie de la famille, sous le changement au modèle d'absorption de la force de travail arrivé aux années 90 (Graphique 4). Dans cette analyse, il est considéré la totalité des familles y compris celles où la conjointe ne travaille pas.

De cette manière, aux arrangements familiaux de "couples sans enfants" et "couples de 34 ans au maximum avec enfants", on registre comme tendances, dans cette période-là, l'augmentation de la participation des conjointes et la réduction de la participation des chefs à la composition du montant de revenu familial. Ainsi, dans le premier type d'arrangement, en 1990, les conjointes étaient responsables par 25% du revenu familial et les chefs masculins, par 72% et, en 2003, respectivement 31% et 67%. Au deuxième type mentionné, où la participation des

enfants au revenu est plus petite, les conjointes sont responsables de 15% du revenu familial et les chefs masculins de 81% en 1990 et, en 2003, 23% et 73%.

Aux arrangements de “couples de 35 à 49 ans avec des enfants”, la tendance observée à la même période est de la réduction à la participation des chefs au revenu entre 1985 et 1989 et de relative stabilité pendant les années 90, avec de petites oscillations au tour de 66% du total du revenu familial. A partir de 2001, la participation de ceux-ci tombe à environ 63%. Dans ce type d’arrangement familial, il augmente aussi la participation des conjointes, et cela arrive de manière concomitante à la réduction de la participation des enfants au revenu familial. Quand on compare les premières et les dernières années de la période en question, pratiquement la participation des conjointes à la composition du revenu familial double et arrive même à 20,4% en 2000 et à 22,5% en 2003. Devant les altérations au modèle d’absorption de la force du travail par le marché pendant les derniers 18 ans, le chômage des jeunes et des adolescents augmente, en provoquant une réduction accentuée de la participation des enfants au revenu familial et de leur contribution pour le soutien de la famille dans ce type d’arrangement familial (Graphique 4). En 2000, les enfants jeunes et adolescents participaient avec 12,4% du revenu familial (Montali,2003a). Aux trois dernières années analysées, la participation de ceux-ci passe à être autour de 13,5%.

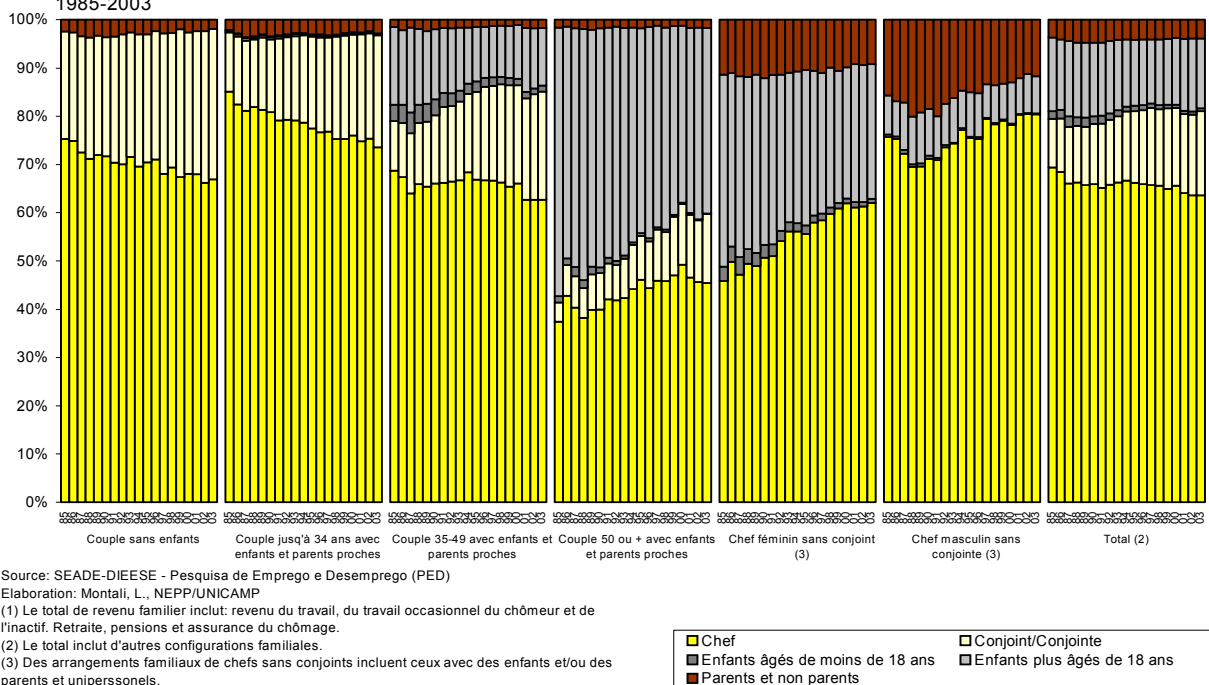
Il faut remarquer les changements observés aux arrangements familiaux des couples plus vieux avec la présence des enfants et dans ceux où les chefs sont des femmes sans conjoint.

Aux arrangements familiaux qui ont comme noyau “les couples de 50 ans et plus avec la présence d’enfants” les tendances observées sont distinctes, car dans ce type d’arrangement la participation des chefs au revenu familial augmente aussi, avec celle des conjointes. Les enfants, quoiqu’ils soient responsables d’une grande partie du revenu familial, pendant toute cette période-là ils y ont une moindre participation ; si, au début, ils répondaient par plus de la moitié des revenus familiaux (57%), à la fin de cette période-là ils sont responsables d’un peu plus d’un tiers de ceux-là. Leur participation tombe pendant les années 90 et surtout aux années de plus grand chômage, à la fin de la décennie, en arrivant à 39%, en 1999, et à 37% en 2000. Ils ont une légère récupération, en oscillant leur participation autour de 38,5% entre 2001 et 2003 (Graphique 4).



#### Graphique 4

Participation à la composition du total de revenu familial selon la position dans la famille et typologie  
Région Métropolitaine de São Paulo  
1985-2003



L'augmentation de la participation des chefs et des conjointes avec plus de 50 ans à la composition du revenu familial est associée, d'un côté avec la détérioration de l'insertion occupationnelle des enfants, ou bien, l'augmentation du chômage et la chute du revenu des enfants qui travaillent, provoquée par la précarisation du travail et par l'instabilité des emplois. D'un autre côté, la croissance de la participation du couple avec plus de 50 ans au revenu arrive parce que le chef et la conjointe passent à présenter une plus grande proportion parmi les occupés de la famille et aussi par l'importance du revenu provenant de leurs retraites et pensions.

Aux arrangements familiaux de "femmes sans conjoint", c'est croissante la participation de la femme—chef de famille au revenu à partir de 1990, quand elle passe à être responsable de plus de 50% du revenu familial. Les enfants ont une grande participation au revenu, pourtant, pendant la décennie 1990, avec l'augmentation du chômage et de la précarisation du travail, leur participation a diminué progressivement, en augmentant la charge de la femme-chef (Graphique 4). On attribue à ces faits l'une des principales causes de la baisse de la qualité de vie de cet arrangement familial. A partir de 1999, la femme-chef de la famille devient

responsable par plus de 60% de la composition du revenu familial, les enfants d'environ 28% et les parents de 9%.

En considérant seulement les familles où les chefs féminines sans conjoint étaient occupées, on observe la croissance de leur participation à la composition du total du revenu familial. En 1985, quand 50% chefs féminines sans conjoint étaient occupées, celles-ci étaient responsables de 64% du revenu familial et les enfants, de 22%; la participation des parents et de non-parents restait autour de 11% . Entre les années 2000 et 2003, à peu près 52% de celles-là sont occupées et leur charge à l'entretien de la famille est plus accentuée: elles sont responsables de 72% du montant du revenu familial; les enfants répondent par 17% et les parents et non-parents, par environ 9%.

L'analyse des changements aux arrangements d'insertion en chaque type d'arrangement familial et des changements à la contribution de différents membres au revenu des familles permet de mettre en évidence les impacts des transformations du marché du travail et des caractéristiques du modèle d'incorporation de la force du travail, aussi bien que leurs conséquences pour la survivance familiale.

Quelques indications dans ces analyses rendent possible de vérifier que les réarrangements d'insertion et la participation des membres de la famille à la composition du revenu familial ont été affectés non seulement par l'augmentation du chômage mais aussi par le fait que l'emploi soit devenu plus précaire.

En ayant comme but d'examiner cette question, on présente l'analyse d'insertion occupationnelle de la PIA selon la position des membres de la famille (Graphique 5). On y considère leur sexe et la division sexuelle du travail dans la famille en étant possible d'en vérifier que, quoique tous aient souffert la réduction des emplois réglés et l'expansion des occupations pas réglées, les hommes et les femmes sont affectés de diverses manières par le processus de précarisation. On peut affirmer que : (a) les hommes sont les plus affectés par la perte de l'emploi salarié et par les difficultés à obtenir des postes de travail de qualité équivalente et (b) les femmes, la plupart d'elles étant déjà liées au marché du travail à travers des emplois pas réglés, sont les plus affectées par la précarisation du travail, parce qu'elles y agrandissent leur participation dans une période de basse croissance de l'économie et de flexibilisation de la production, ce qui leur permet plus d'insertions à des emplois pas réglés, tels que l'emploi domestique, l'emploi en activités sous-traités et le travail à domicile comme une partie des chaînes productives. Comme conséquence, comme l'on peut vérifier aux arrangements familiaux qui ont comme noyau le couple, la grande croissance de la participation des conjointes

parmi les occupés ne correspond pas à une augmentation équivalente au revenu apporté par celles-ci pour composer le revenu de la famille (Graphiques 1,2,4).

Si l'on commence l'analyse de la population en âge actif à partir de la position dans la famille identifiée comme chef – en considérant les deux sexes- il est évident, dans cette période-là, la chute dans les insertions ici considérées comme "occupés non précaires"<sup>4</sup>, en représentant un peu plus de la moitié des chefs de famille au début de la période en analyse (55%) et environ 40% d'eux aux années 1999 et 2000 (Graphique 5). Aux années entre 2001 et 2003, la tendance à la chute continue, c'est-à-dire que seulement 39% des chefs sont occupés non précaires. Les insertions précaires deviennent à être une parcelle croissante du total des chefs occupés. Cela parce que, en même temps où l'on réduit la proportion des chefs occupés à la PIA spécifique – de 77%, en 1989, à environ 70% aux années 1998 à 2000 et 68% en 2002 et 2003, la croissance des occupations précaires s'est accentuée. C'est intéressant d'observer que tandis que la PEA des chefs de famille se maintient relativement stable, avec de petites chutes à partir de 1998, pendant les années 90 et le même aux années 2000, le chômage et les occupations précaires augmentent.

Ainsi, quand on analyse le segment occupé des chefs de famille, on vérifie que si au début de la période en analyse – 1985-1989 - à peu près 27% de ceux-là présentaient des occupations précaires, à la fin de la décennie de 1990, environ 40% - et aux années 2000 à 2003, environ 42% - de ceux-là étaient liés au marché de travail à travers ce type d'occupations. Les liens non-précaires des chefs de famille tombent, donc, de 73% à 58% entre 1985 et 2000 et à 57% aux trois premières années des 2000.

L'analyse selon le sexe des chefs de famille démontre l'une des faces des spécificités par genre de l'insertion occupationnelle et du processus de la précarisation du travail. On vérifie que si à peu près 75% des chefs masculins étaient occupés non précaires entre 1985 et 1989, en tombant cette proportion à partir de 1991, en arrivant à peu près à 60% à partir de 2000, la proportion de chefs du sexe féminin occupées non précaires était un peu plus que la moitié de ce contingent en 1989 – à peu près 59% des femmes–chefs occupées – et tombe pendant les années 90, en arrivant à environ 45% aux années 2002 et 2003 (Montali, 2005). Ces données-ci démontrent l'accroissement de la précarisation des liens contractuels pour les chefs de famille des deux sexes, cependant, ils démontrent le plus grand impact de perte des occupations de meilleure

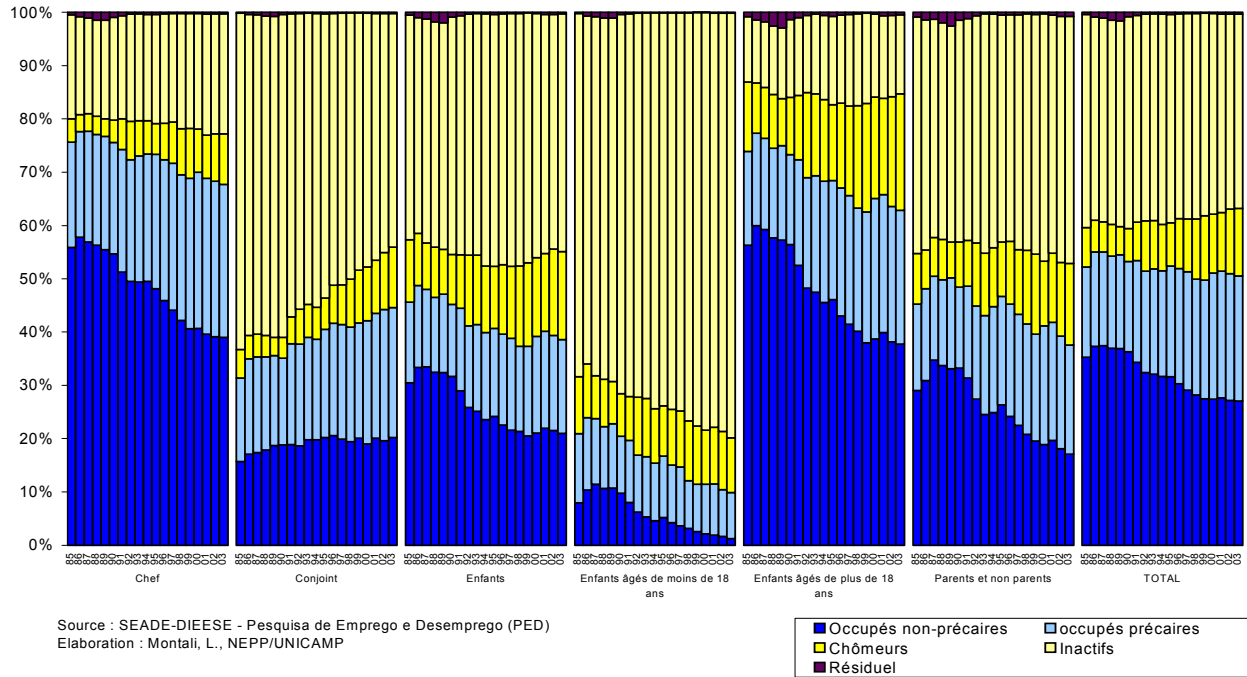
---

<sup>4</sup> On a considéré comme approche des liens non précaires au marché du travail les suivantes positions à l'occupation: salariés réglés (avec contrat, du secteur publique), professionnels libéraux autonomes et employeurs. Comme approche de liens précaires au marché du travail on a considéré les positions aux occupations suivantes: salariés sans contrats, autonomes, employées de maison et travailleurs familiaux.

qualité pour les chefs de famille masculins et les spécificités de la précarisation du travail au sexe, mentionnés ci-dessous.

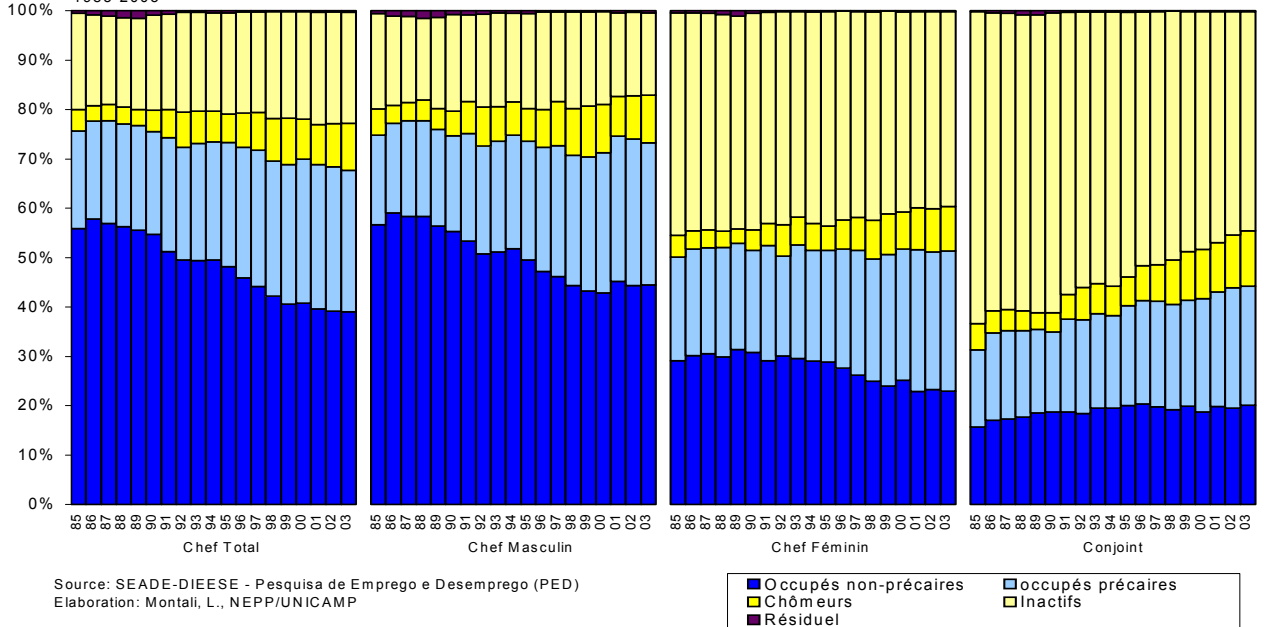
**Graphique 5**

Distribution de la PIA selon la position à l'occupation et des liens précaires et non-précaires, par position dans la famille  
Région Métropolitaine de São Paulo  
1985 - 2003



**Graphique 6**

Distribution de la PIA selon la situation occupationnelle et la condition de précarité à l'occupation par position dans la famille  
Région Métropolitaine de São Paulo  
1985-2003



L'analyse du segment occupé des conjointes permet de percevoir avec plus de clarté la croissance des occupations précaires. En 1989, à peu près 53% des conjointes occupées avaient des liens de contrat réglé, donc, s'inséraient dans des occupations non précaires. Ce chiffre tombe à moins de la moitié de celles-là (48%) à partir de 1997, jusqu'à 1999; à partir de 2000, elle tombe à environ 45% (Montali, 2005).

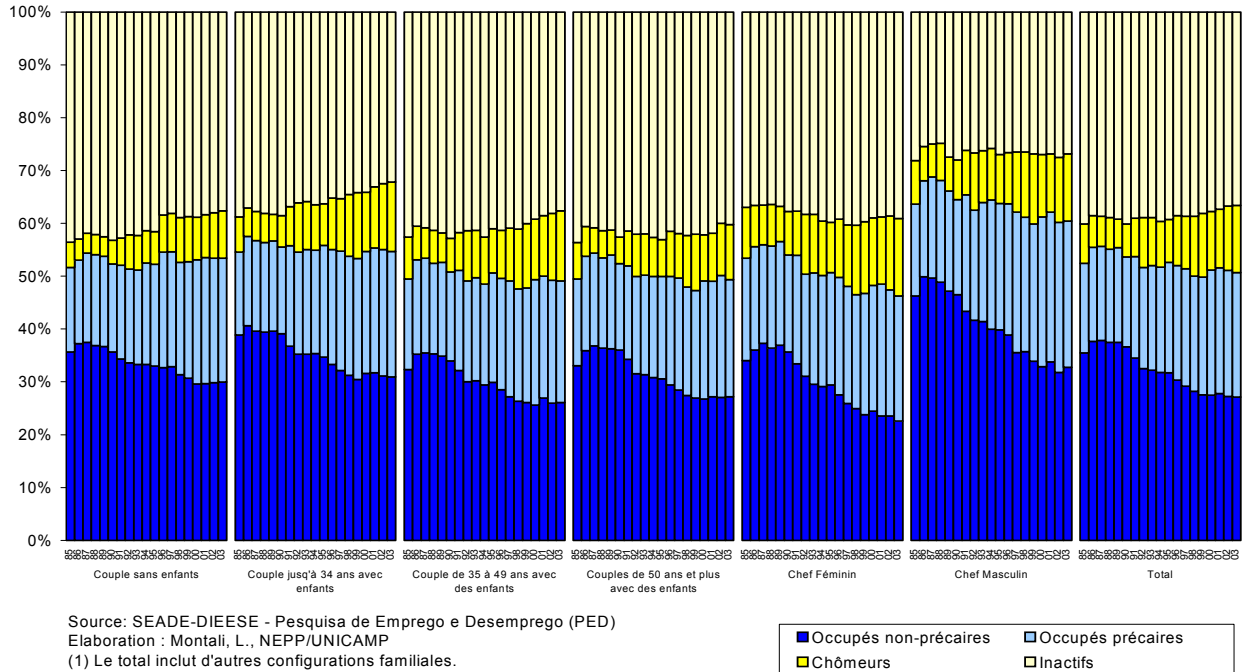
De cette manière, par rapport aux conjointes occupées, aussi bien que les femmes-chefs de famille, à la fin de cette période-là, un peu moins de la moitié de celles-là avaient des occupations non-précaires, tandis que parmi les chefs de famille masculins occupés, environ 60% se trouvaient dans ces conditions d'insertion. Ces données-là, qui se rapportent aux principaux mainteneurs des familles de la Région Métropolitaine de São Paulo, démontrent la gravité de la précarisation aux occupations analysées à partir de la famille et leurs impacts négatifs dans les conditions de vie d'elles-mêmes, l'un d'eux exprimé par la chute du revenu familial per capita (Graphique 6).

Ainsi, on a vérifié que la précarisation du travail affectent à tous les membres de la famille, pourtant la perte de postes de travail non précaires est plus accentuée pour les chefs de famille – masculins et féminins – et aussi pour les enfants plus âgés de 18 ans des deux sexes (Graphiques 5 et 6). Pour ceux-ci, l'augmentation du chômage est encore plus accentuée, car ils continuent au marché malgré les restrictions trouvées à l'accès au travail, tandis que les enfants les plus jeunes – au-dessous de 18 ans – tendent à se retirer du marché, comme il est évident aussi à l'analyse de sa PIA spécifique, qui démontre la croissance de la proportion de ceux-ci en inactivité.

Les taux d'occupation et de participation, avec une variation positive à la décennie 90 et au début de 2000 pour les chefs féminines et conjointes ainsi que les pertes moins grandes d'occupations non précaires à la décennie, démontrent, d'un côté, l'interprétation des impacts différenciés de la précarisation du travail pour les membres de la famille sous le changement du modèle d'absorption du marché du travail pendant cette décennie-là. D'un autre côté, ces taux-là signalisent que la mobilisation des femmes avec de la responsabilité de l'entretien du noyau familial est renforcée par le changement dans la société à l'acceptation du nouveau rôle de la femme comme co-pourvoyeuse. Cette interprétation va à la direction de l'une des hypothèses de ce travail-ci, dont le postulat c'est que les situations de crise économique rendent possible des changements au rapport famille-travail et aux rapports de pouvoir dans la famille.

### Graphique 7

Distribution de la PIA selon la situation occupationnelle de précarité dans l'occupation par typologie de famille  
Région Métropolitaine de São Paulo  
1985-2003



## Considérations finales

Il faut mettre en relief quatre constatations à la fin de ce texte-ci. Le premier aspect à mettre en évidence résulte des processus rapportés aux changements à l'insertion de la famille au marché du travail ici analysés et aux restrictions différenciées à l'accès à l'emploi par des hommes et des femmes qui se configurent à partir des années 90. On vérifie une progressive réduction de la différence entre les revenus obtenus par des hommes et par des femmes, en considérant toutes les sources de revenus (revenus du travail de l'occupé, du travail occasionnel de l'inactif et du chômeur, des pensions et retraites et des allocations de chômage). En 1985, la rémunération individuelle des femmes représentait moins de la moitié des revenus individuels masculins, autour de 48%. En 1990, la proportion des revenus féminins par rapport aux masculins aboutit à 54% et, en 2000, à 61,7% et, en 2003, 65,7%. Cependant, la réduction à la différence des revenus individuels masculins et féminins observés à la Région Métropolitaine de São Paulo arrive dans un contexte de perte pour tous, comme une expression de plus de la précarisation du travail.

Le deuxième aspect se rapporte à la restructuration productive – qui a eu comme conséquences principales la précarisation des rapports de travail et l'augmentation de chômage – avec les changements à l'insertion des différents membres de la famille au marché et la détérioration du revenu familial. L'une des conclusions de cette recherche-ci c'est que quoique les familles aient mobilisé leurs ressources pour survivre au chômage et à l'instabilité de l'emploi, les réarrangements familiaux dans le marché, articulés aux divers types de familles à la période analysée n'arrivent pas à maintenir les niveaux de revenus familiaux; d'un côté, car l'instabilité et la migration entre les secteurs d'activité, qui caractérisent surtout la période à partir des années 90, obligent les travailleurs à accepter du travail sous rémunérations décroissantes ; et d'un autre côté, parce que les principaux pourvoyeurs de la famille, même dans un contexte de changement pendant les années analysées, ils sont engagés aux activités précaires et, de cette façon, ils reçoivent des rémunérations plus basses.

Le troisième aspect, lié au deuxième, se rapporte à l'impact des réarrangements familiaux prédominants, articulés sous la restructuration productive et la précarisation du travail, parmi lesquels sont en relief l'augmentation de la participation des conjointes et des chefs féminines parmi lesquels on pourrait mettre en relief l'augmentation de la participation des conjointes et des chefs féminines comme occupées et comme pourvoyeuses. La croissante participation de celles-ci à la composition du revenu familial a possibilité d'atténuer l'appauvrissement des familles à la Région Métropolitaine de São Paulo, surtout aux dernières années de la décennie qui présentent des niveaux plus élevés de chômage. On peut même vérifier à partir de l'analyse des données présentées, l'insertion de celles-là au marché et encore comment elles ont augmenté leur contribution à la composition du revenu familial.

C'est bien clair aussi que, par rapport aux conjointes occupées et aux chefs féminines, leur participation à la composition du revenu familial élève le revenu familial per capita. En prenant comme exemple les années à la fin de la décennie 1990 (1997 à 2000), on a vérifié que le revenu familial per capita était 50% plus élevé dans les familles où les conjointes étaient occupées (Graphiques 9 et 10, ci –joint).

On a constaté que l'impact du revenu familial des femmes conjointes et des femmes chefs de famille au revenu familial et aux conditions de survivance de la famille s'accroît pendant cette décennie-là.

Quand on compare la fin de la période analysée à l'année 1989, le début de la période à partir de laquelle s'accroît la restructuration productive à la RMSP et se modifie le modèle d'absorption de la force du travail, on vérifie que c'était bien moins grande la différence par

rapport au revenu familial per capita entre les familles où les conjointes et chefs féminines étaient occupées et où elles ne travaillaient pas en dehors de la maison. En 1989, il s'agit de 38% en ce qui concerne les conjointes et de 30% au cas des chefs féminines.

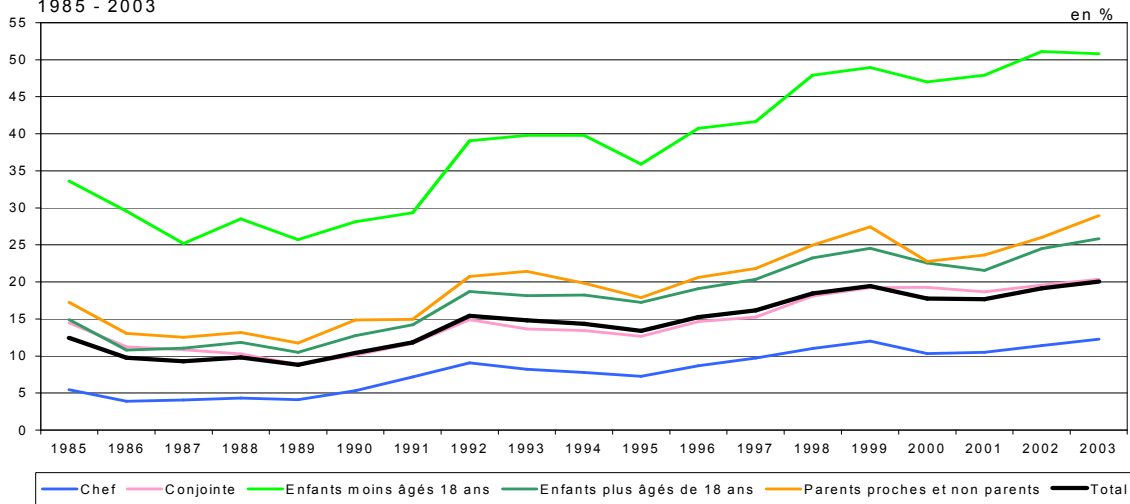
On considère que l'ensemble des renseignements a démontré que les réarrangements familiaux d'insertion devant les transformations du marché du travail ont réussi à réduire l'impact négatif au revenu familial, en réduisant, ainsi, l'appauvrissement aux familles de la Région Métropolitaine de São Paulo, quoiqu'ils n'aient pas réussi à empêcher la chute du revenu familial.

Le quatrième aspect à être mentionné concerne les rapports sociaux du groupe domestique sous ces changements analysés et liés au marché du travail. Cette nouvelle situation du marché du travail, qui a résulté à un partage plus grand de la responsabilité de l'entretien du groupe familial parmi ses membres, confirme la constatation de l'impossibilité concrète de réalisation de la famille structurée en se basant au modèle de "chef pourvoyeur" qui s'était déjà manifesté comme une tendance depuis les années 80, quoique de manière plus subtile (Montali, 1995). Quoiqu'on ne puisse pas attendre que les rapports d'autorité et de pouvoir se modifient tout de suite, on peut attendre que l'impossibilité concrète de l'entretien de la famille par le chef provoque des transformations aux rapports dans la famille.

## Annexe

**Graphique 8**

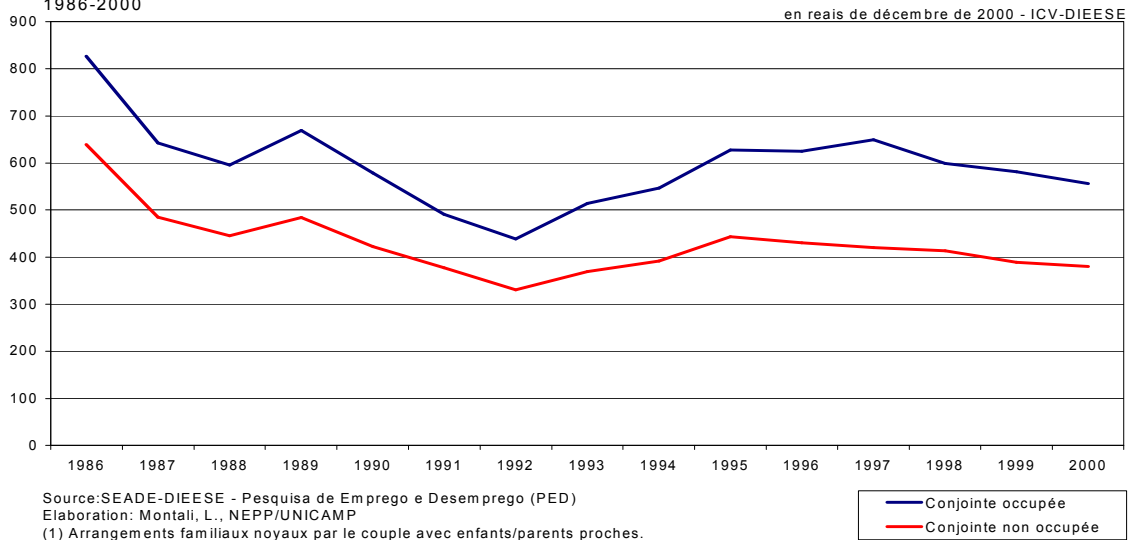
Taux de chômage par position dans famille  
Région Métropolitaine de São Paulo  
1985 - 2003



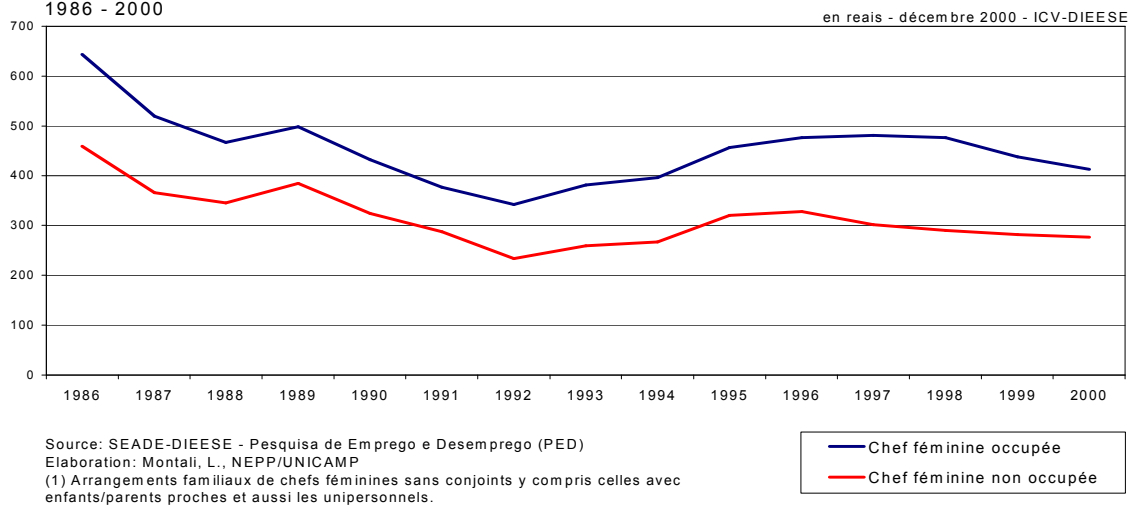
Source: SEADE-DIEESE - Pesquisa de Emprego e Desemprego (PED)  
Elaboration: Montali, L., NEPP/UNICAMP



**Graphique 10**  
 Revenu familial *per capita* chez familles où la conjointe est occupée et non occupée (1)  
 Région Métropolitaine de São Paulo  
 1986-2000



**Graphique 9**  
 Revenu familial *per capita* chez familles où la chef est occupée et non occupée  
 Région Métropolitaine de São Paulo  
 1986 - 2000



## Bibliographie

APPAY, B. Précarisation sociale et restructurations productives. In: APPAY, B. e THÉBAUD-MONY, A., **Précarisation sociale, travail et santé**. Paris: IRESCO, 1997.

ARAÚJO, A.C. e AMORIM, E.A. Redes de subcontratação e trabalho a domicilio na indústria de confecção: um estudo na região de Campinas. Desafios de equidade. **Cadernos Pagu**, Campinas, Unicamp, ns. 17/18, 2002.

ÁRIAS, A. **Sobre a evolução de situação social na Região Metropolitana de São Paulo na década dos 90 sob a ótica da renda familiar**. Brasília: IPEA, 1996.

BALTAR, P.E. Estrutura econômica e emprego urbano na década de 90. In: PRONI, M.W. e HENRIQUE, W. (orgs.), **Trabalho, mercado e sociedade: o Brasil nos anos 90**. São Paulo/Campinas: Ed. Unesp/Instituto de Economia da Unicamp, 2003.

BARRÈRE-MAURISSON, M.-A. **La division familiale du travail – la vie en double**. Paris: Presses Universitaires de France, 1992.

BERQUÓ, E. Arranjos familiares no Brasil: uma visão demográfica. In: SCHWARCZ, L.M. (org.), **História da vida privada no Brasil**. Vol. 4. São Paulo: Cia das Letras, 2000.

BILAC, E.D. Convergências e divergências nas estruturas familiares no Brasil. In: ANPOCS, **Ciências sociais hoje**. São Paulo: Anpocs, 1991.

BRUSCHINI, M.C. e LOMBARDI, M.R. A bipolaridade do trabalho feminino no Brasil contemporâneo. **Cadernos de Pesquisa**, São Paulo/Campinas, Fundação Carlos Chagas/Ed. Autores Associados, n. 110, julho de 2000, p. 67-104.

\_\_\_\_\_. **Trabalho feminino no Brasil no final do século: ocupações tradicionais e novas conquistas**. Travail présenté au séminaire thématique interdisciplinaire “Os estudos do trabalho: novas problemáticas, novas metodologias e novas áreas de pesquisa”, Campinas, Unicamp, novembro de 2000.

CARDOSO, A., COMIN, A. e GUIMARÃES, N. Os deserdados da indústria. Reestruturação produtiva e trajetórias intersetoriais de trabalhadores demitidos da indústria brasileira. **Revista Latinoamericana de Estudios Del Trabajo**, Buenos Aires, ano 7, n. 13, 2001, p. 17- 51.

DEDECCA, C.S. e BALTAR, P.E. **Precariedade ocupacional e relações de trabalho no Brasil nos anos 90**. XXI Congresso da Associação Latino-Americana de Sociologia, São Paulo, 1997.

DINI, N.P., JANNUZZI, P.M., FERREIRA, M.P. e ARIZONO, N. **Renda familiar e distribuição de renda na RMSP nos anos 90: evolução conjuntural e seus determinantes**. VI Encontro Nacional de Estudos do Trabalho, ABET, 1999.

FUNDAÇÃO SEADE/DIEESE. **Pesquisa de emprego e desemprego**. São Paulo. Disponível em: <<http://www.seade.gov.br>>.

GARCÍA, B. e OLIVEIRA, O. **La dinámica familiar en la ciudad de México y Monterrey**. Cidade de México: CEDDU y CES, El Colegio de México, 2000.

GARCÍA, B. e ROJAS, O. Recent transformations in Latin American families: a socio-demographic perspective. XXIV GENERAL CONFERENCE OF INTERNATIONAL UNION FOR THE SCIENTIFIC STUDY OF POPULATION (IUSSP), Salvador, 2001. **Anais.. IUSSP**, 2001.

GOLDANI, A. M. **A família brasileira em transição: evolução e perspectivas futuras**. Taller Trabajo-Familia, Desarrollo y Dinámica de Población en America Latina y el Caribe. Santiago, Chile, 1991.

GONZÁLEZ DE LA ROCHA, M. **The erosion of a survival model: urban household responses to persistent poverty**. Travail présenté au *workshop* “Gender, poverty and well-being: indicators and strategies”, United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD), United Nations Development Programme (UNDP), Center for Development Studies (CDS), Trivandrum, Kerala, novembro de 1997.

\_\_\_\_\_. From the resources of poverty to the poverty of resources? The erosion of a survival model. **Working Paper**, The Center for Migration and Development, Princeton University, n. 01-09a, 2001.

HIRATA, H. e HUMPHEY, J. Estruturas familiares e sistema produtivo: famílias operárias na crise. **Tempo Social – Revista de Sociologia da USP**, São Paulo, USP, v. 4, ns. 1/2, 1994, p. 111-131.

\_\_\_\_\_. Reestruturação produtiva, trabalho e relações de gênero. **Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo**, Buenos Aires, ano 4, n. 7, 1998.

JATOBÁ, J. A família na força de trabalho: Brasil metropolitano – 1978-1986. ENCONTRO NACIONAL DE ESTUDOS POPULACIONAIS, 7, Caxambu, MG, 1990. **Anais... ABEP**, v. 2, 1990.

JANNUZZI, P.M. Income and poverty levels of vulnerable groups in the nineties in São Paulo Metropolitan Area. XXIV GENERAL CONFERENCE OF INTERNATIONAL UNION FOR THE SCIENTIFIC STUDY OF POPULATION (IUSSP), Salvador, 2001. **Anais.. IUSSP**, 2001.

KALOUSTIAN, S. M. (org.). **Família brasileira, a base de tudo**. Brasília: Unicef/Cortez Editora, 1994.

LANGEVIN, A. La famille en recherche. **Cahiers du Genre**, n. 30 (Configurations familiales et vie domestique), 2001, p. 205-232.

LOPES, J.B. e GOTTSCHALK, A. Recessão, pobreza e família – a década pior que perdida. **São Paulo em Perspectiva**, São Paulo, Fundação Seade, v. 4, n. 1, 1990.

LOURENÇO, C.L. **Características da inserção ocupacional dos jovens no Brasil**. Tese de mestrado. Campinas: Instituto de Economia da Unicamp, 2002.

MONTALI, L. **Família e trabalho na conjuntura recessiva: crise econômica e mudança na divisão sexual do trabalho**. Tese de doutorado. São Paulo: Departamento de Sociologia da Universidade de São Paulo, 1995.

\_\_\_\_\_. Família e trabalho na reestruturação produtiva: ausência de políticas de emprego e deterioração nas condições de vida. **Revista Brasileira de Ciências Sociais**, Anpocs, n. 42, fevereiro, 2000a.

\_\_\_\_\_. **Trabalho e família no final dos anos 90: arranjos familiares de inserção e condições de vida sob o recrudescimento do desemprego**. Relatório final ao CNPq. Campinas: NEPP/Unicamp, 2000b.

\_\_\_\_\_. Arranjos familiares e arranjos de inserção no mercado de trabalho nos anos 90. In: UNICEF/UNIVERSIDAD DE LA REPÚBLICA, **Nuevas formas de familia – perspectivas nacionales e internacionales**. Montevideu, Unicef/Universidad de la República, 2003a, p. 239-270.

\_\_\_\_\_. Relação família-trabalho: reestruturação produtiva e desemprego. **São Paulo em Perspectiva**, São Paulo, v. 17, n. 2, abr./jun., 2003b.

\_\_\_\_\_. **Precarização do trabalho e desemprego: os impactos nos rearranjos familiares de inserção e nas condições de subsistência – 1985 a 2000**. Relatório Final de Pesquisa ao CNPq. Campinas: NEPP/UNICAMP, abril, 2005.

MONTALI, L. e LOPES, G. Relações familiares e trabalho feminino na Região Metropolitana de São Paulo na década de 90. **Caderno CRH**, CRH-UFBA, v. 1, n. 38, 2003.

POCHMANN, M. Inserção ocupacional e o emprego dos jovens. **Coleção ABET – Mercado de trabalho**, São Paulo, ABET, v. 6, 1998.

\_\_\_\_\_. **A metrópole do trabalho**. São Paulo: Brasiliense, 2001.

TRONCOSO, E.L. O trabalho da mulher em regiões metropolitanas brasileiras. In: PRONI, M.W. e HENRIQUE, W. (orgs.), **Trabalho, mercado e sociedade: o Brasil nos anos 90**. São Paulo/Campinas: Ed. Unesp/Instituto de Economia da Unicamp, 2003.